

22 AVR. 2022

Arrêté préfectoral du
de mise en demeure en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,
à l'encontre de la SARL GARNITARN CARRIÈRES, exploitant une carrière de granite
située lieu-dit Croix du Verdier – 81100 Burlats,

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 autorisant la SARL Les Granits de La Combe sise à La Sigarié – 81490 Saint-Salvy de la Balme, à exploiter une carrière de granite, lieu-dit Croix du Verdier du territoire de la commune de Burlats ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 juin 2011 autorisant le transfert de l'autorisation du 17 janvier 2005 susvisée au bénéfice de la SARL Carrière du Bousquet dont le siège social est 15 rue de la Clairié – 81210 Lacrouzette ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021 portant changement d'exploitant suite à la fusion de plusieurs sociétés, et accordant le transfert de l'autorisation du 17 janvier 2005 susvisée au bénéfice de la SARL GRANITARN CARRIÈRES dont le siège social est situé lieu-dit Carauce – 81100 Burlats ;
- Vu** l'article AP 2 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé qui dispose :
« L'exploitant effectue à ses frais, la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation » ;
- Vu** l'article AP 5 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé qui dispose :
« Le danger est signalé par des pancartes placées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées définies au paragraphe DG 11 du titre "Dispositions Générales" du présent arrêté » ;
- Vu** l'article DP 1 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé qui dispose :
« L'exploitant réalise annuellement en période pluvieuse une mesure la qualité de ses rejets portant sur les paramètres MES, hydrocarbures et pH. Les rapports d'analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans » ;
- Vu** l'article CE 7 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé qui dispose :
« L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, la remise en état est réalisée en fin d'exploitation » ;
- Vu** l'article PN 4 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé qui dispose :
« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres » ;

Vu l'article L. 171-7-I du code de l'environnement qui dispose :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent » ;

Vu l'article L. 171-8-I du code de l'environnement qui dispose :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ».

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la délimitation avec matérialisation du périmètre sur lequel porte l'autorisation est incomplète ;

Considérant que la signalisation du danger est incomplète ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé les analyses des rejets aqueux de son installation ;

Considérant que le phasage de l'exploitation ne suit pas celui prescrit par l'arrêté d'autorisation ;

Considérant que la cuve de stockage du gas-oil modèle CEMO DT Mobil Easy de 440 litres, présente sur le site, ne possède pas de double paroi et n'est pas sur rétention ;

Considérant que les stériles de granite sont déversés en dehors du périmètre autorisé de la carrière, au Sud-Est de ce dernier, en dehors de toute installation réglementairement autorisée pour les recevoir ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL GRANITARN CARRIERES de régulariser sa situation administrative pour son activité illégale de dépôts de stériles de granite en dehors d'une installation susceptible de les recevoir ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7-I du code de l'environnement de faire cesser tout dépôt de stériles de granite en dehors du périmètre autorisé de la carrière ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL GRANITARN CARRIERES de respecter les dispositions des articles AP 2, AP 5, DP 1, CE 7 et PN 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 susvisé ;

Arrête

Article 1^{er} : La société GRANITARN CARRIERES, sise 260 route du Lac du Merle – 81100 Burlats, est mise en demeure de respecter :

- les articles AP 2, AP 5, DP 1 et PN 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 susvisé dans un délai de **4 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure ;
- l'article CE 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 susvisé dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure :
 - soit en revenant dans le phasage qui est actuellement en vigueur ;
 - soit en déposant un dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation.

Article 2 : La société GRANITARN CARRIERES, sise 260 route du Lac du Merle – 81100 Burlats, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'activité de dépôt de stériles de granite situé en dehors du périmètre de l'autorisation de la carrière défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 susvisé, ou de déposer un dossier de cessation d'activité en situation irrégulière avec remise en état du site, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification de présent arrêté de mise en demeure.

La société GRANITARN CARRIERES suspend tout dépôts de stériles de granite en dehors du périmètre de l'autorisation de la carrière défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2005 susvisé, à compter de la notification de présent arrêté de mise en demeure.

Article 3 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans les délais prévus aux mêmes articles, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Article 5 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Burlats.

Fait à Albi le 22 AVR. 2022

Le sous-préfet de Castres,

François PROÏSY